

Concertation P Mise en compatibilité du PLU de La Tessoualle



DU 16 DECEMBRE 2021

AU 18 FEVRIER 2022

II. Présentation du Projet



1) Contexte du projet

a) Etude territoriale

En 2017, un groupement de collectivités des Deux-Sèvres et du sud Maine-et-Loire a mené une étude territoriale pour le devenir du tri des emballages sur le territoire, en s'appuyant sur les objectifs du plan de relance lancé par Eco-emballage¹ (devenu CITEO en 2017). L'éco-organisme envisage à l'époque de généraliser les extensions de consignes de tri des plastiques à l'ensemble du territoire national (objectif 2022).

Les conclusions de cette étude territoriale exposent que les installations de tri en fonctionnement à l'époque ne sont pas adaptées à ces extensions de consignes de tri, et mettent en avant la nécessité, pour des raisons d'ordre économiques, environnementaux et sociaux, de concevoir une unité moderne de tri des emballages.²

Crée le 18 janvier 2019, la SPL UniTri a pour objet, exclusivement pour le compte et sur le territoire de ses actionnaires, la réalisation de prestations liées au service public de traitement et de valorisation des déchets ainsi que la conception, la construction et l'exploitation, le financement et la gestion des biens et droits affectés à ce service et, plus particulièrement, la construction et la gestion d'un centre de tri public interrégional de déchets recyclables.

La SPL regroupe 13 collectivités réparties sur 5 départements et 2 régions distinctes, illustrées sur la carte de la figure n°1, page suivante :

- Le Syndicat mixte Centre Nord Atlantique
- La Communauté de Communes du Pays d'Ancenis
- Le Syndicat mixte Valor3e
- Le Syndicat mixte Trivalis
- La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais
- La Communauté de Communes du Thouarsais
- La Communauté de Communes du Pays Loudunais
- La Communauté de Communes Airvaudais – Val du Thouet
- La Communauté de Communes Parthenay Gâtine

¹ Cf [synthèse Rapport PWC](#) [Projet en annexe1](#)

² Cf [Courrier CITEO ADEME en annexe2](#) et [Note reco tri ADEME CITEO en annexe 3](#)

- Le Syndicat mixte à la carte du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine
- La Communauté de Communes Val de Gâtine
- La Communauté d'Agglomération du Niortais
- La Communauté de Communes du Mellois en Poitou

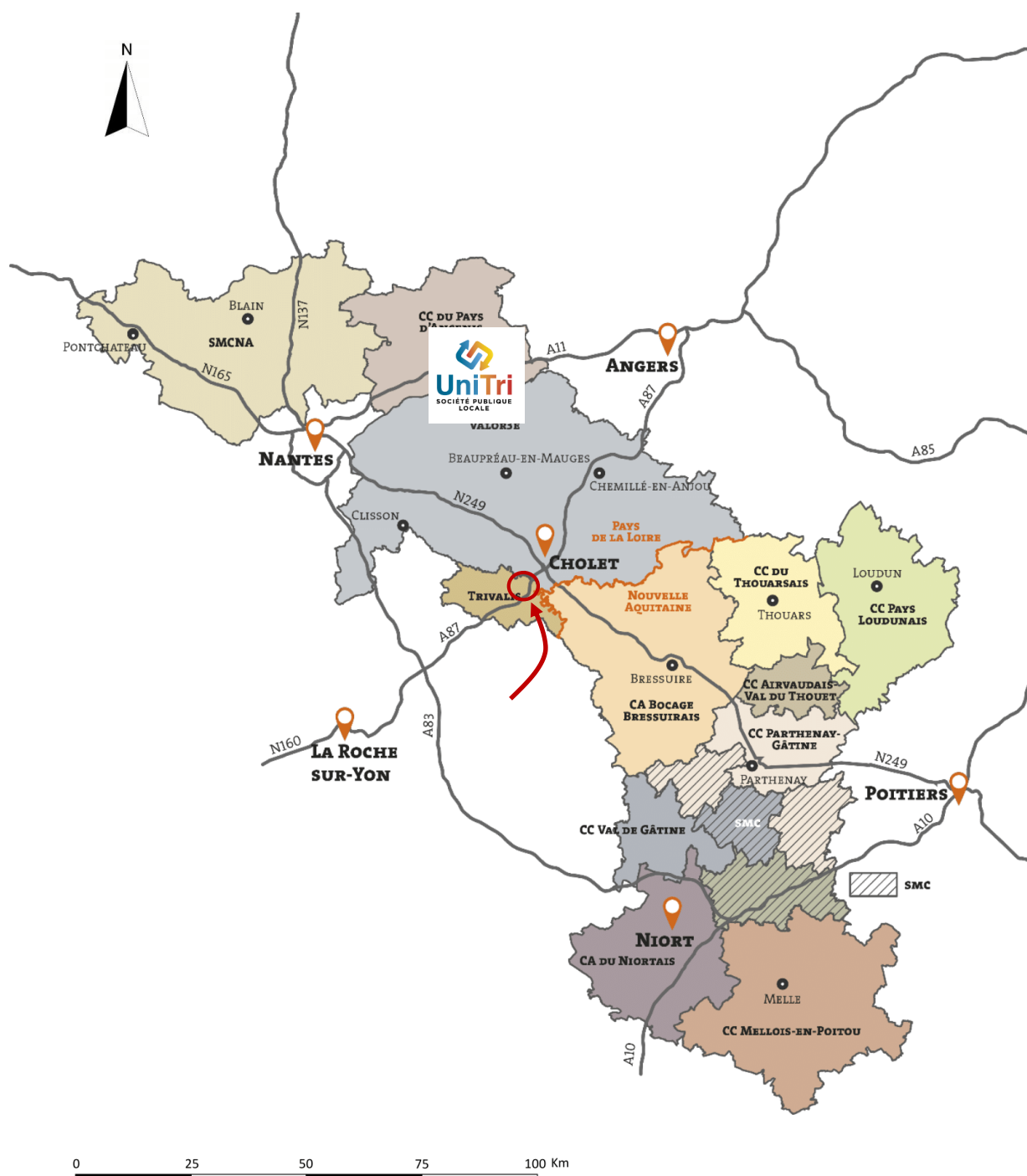


Figure 1-Carte du territoire de la SPL UniTri

b) Le centre de tri

Le centre de tri de la SPL UniTri, d'une capacité de 48 000 tonnes/an, s'implante au cœur du territoire, dans la zone d'activités de la Croisée à Loublande – La Tessoualle, à proximité immédiate de la RN 249, à 10 km de Cholet et 35 km de Bressuire. Cette installation desservira 1 010 692 habitants de 13 collectivités. Ce projet a la particularité de se situer à cheval sur 2 régions administratives (Nouvelle Aquitaine et Pays de la Loire).

La réalisation de ce projet a été confiée par marché public de conception, réalisation, exploitation et maintenance au groupement d'entreprise TRINOVIA en mars 2020. Il est composé de :

- Brangeon Environnement et Séché Environnement : mandataires
- HOFMANN : ensemblier (process de tri)
- TRIADE : architecte
- EGDC : génie civiliste
- SETEC : AMO



Figure 2-Visuel du futur centre de tri

1) Historique de la procédure

a) Déclaration de Projet

Dans le but de rendre le PLU de La Tessoualle compatible avec le projet de centre de tri, l'agglomération du Choletais a déposé en mars 2021, un dossier de déclaration de projet visant la mise en compatibilité du PLU. Ce dossier concerne également la mise en comptabilité du PLU de Mauléon³, dont la parcelle 155ZOn°5 est concernée par le projet. Il est démontré dans ce dossier que le projet s'inscrit pleinement dans les objectifs du PRPGD Pays de la Loire, du SRADDET Pays de Loire et du SCOT de l'agglomération du Choletais. Ce dossier comprend, entre autres, le **projet de permis de construire** du centre de tri.

La MRAe des Pays-de-la-Loire est en charge de l'instruction de ce dossier.

- [Ce dossier est consultable en annexe 5 : Notice 1 DP UNITRI MRAE MARS2021.+ annexes](#)

Les mises en compatibilité des PLU de La Tessoualle et Mauléon sont concernées par une demande d'examen au cas par cas au titre de l'Evaluation Environnementale. Cette demande prend forme d'un dossier présentant les incidences sur l'environnement, et les mesures prises pour les éviter, les réduire ou à défaut les compenser. Il est constitué entre autres d'études sur les zones humides, et d'un inventaire faune et flore.

- [La demande d'examen au cas par cas est consultable en annexe 6 : Notice 2 DP UNITRI MRAE MARS2021 + annexes](#)

Le volet réglementaire détaille **les incidences du projet sur les différentes pièces du PLU** listées plus haut. Il vise à détailler les modifications apportées dans ces documents d'urbanisme.

³ Procédure parallèle menée par l'Agglomération du Bocage Bressuirais

-
- [Le volet réglementaire est consultable en annexe 7 : Notice 3 DP UNITRI volet réglementaire TESSOUALLE MRAE 2021](#)

b) Avis publié par la MRAe

Dans son avis publié le 17 mai 2021, et en réponse à la demande d'examen au cas par cas, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale des Pays-de-la-Loire soumet le projet de mise en compatibilité du PLU de la commune de La Tessoualle à évaluation environnementale.

- L'[avis de la MRAe est consultable en annexe 8 : Avis MRAe Pays de la Loire](#)

c) Avis de la CDPENAF

Dans son avis rendu le 18 mai 2021, la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers émet un **avis favorable**, sous deux réserves.

- L'[avis de la CDPENAF est consultable en annexe 9 : Avis CDPENAF49](#)

2) La procédure en cours

La procédure en cours vise à déposer un nouveau dossier de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet, en en faisant l'évaluation environnementale. Cette démarche itérative permet d'améliorer la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration du projet.

L'agglomération du Choletais envisage un dépôt de dossier dans le courant du premier trimestre 2022.

Ce dossier étant en cours de rédaction, il n'est pas consultable pendant la concertation préalable. Néanmoins, certaines pièces de ce dossier pourront venir compléter la concertation.

